
Montréal et New York: trois siècles de proximité grandissante

Pierre Anctil, directeur
Programme d'études canadiennes-françaises
Université McGill

Il ne fait aucun doute dans mon esprit que l'étude de la diaspora canadienne-française en Amérique du Nord passe par une connaissance approfondie des couloirs de pénétration géographique vers l'intérieur du continent, tels qu'ils prennent forme depuis l'embouchure du fleuve Saint-Laurent jusqu'à l'archipel de Montréal. Si l'on fait remonter l'histoire de cette dispersion jusqu'à la période coloniale française, époque où étaient jetées les premières bases du peuplement francophone à l'ouest de la frontière du Québec actuel, il paraît évident que le réseau hydrographique devient la donnée de base pour expliquer la localisation des établissements agricoles et commerciaux canadiens-français du Michigan, du Minnesota, du Wisconsin, de l'Illinois et du Missouri, lesquels se développèrent pourtant surtout au XIX^e siècle¹. À partir de la plaque tournante fluviale de Montréal, trois grandes voies d'eau s'ouvrent, qui chacune dans une direction diamétralement opposée offrent au voyageur un axe permettant de profondes incursions vers l'intérieur des terres. Avant l'arrivée du chemin de fer surtout, et dans une moindre mesure après, tant s'ancrèrent dans la géographie du peuplement moderne de l'Amérique les perceptions spatiales héritées de la première époque coloniale, ces trois couloirs déterminèrent profondément le flux et la densité des mouvements hors du foyer francophone historique que constitue la vallée du Saint-Laurent.

Le premier de ces couloirs, empruntant la voie d'eau de la rivière des Outaouais et menant vers la baie d'Hudson, débouchait sur le Grand Nord et sa ressource économique principale : la fourrure. Amplement parcouru, le Moyen Nord donna toutefois peu de prises à un peuplement massif et, pour l'essentiel, au siècle dernier la colonisation y prit la forme d'activités liées à l'exploitation forestière ou minière². Il en va tout autrement de l'axe qui commence directement à l'ouest de Montréal et débouche sur les Grands Lacs. Véritable cœur géographique du continent, cette région lacustre s'articule immédiatement sur l'immense bassin du fleuve Mississippi qui, pris dans son ensemble, avec tous ses affluents, notamment la rivière Missouri et la rivière Platte, peut mener entre autres jusqu'au pied des Rocheuses et jusqu'au centre des régions arides des Grandes Plaines. Avant la Révolution industrielle proprement dite, ce réseau hydrographique orienta l'avance vers l'ouest des explorateurs et commerçants francophones, pour ensuite attirer une part importante des agriculteurs qui cherchaient hors de la vallée du Saint-Laurent de nouvelles terres fertiles. Le long de ce couloir aux ramifications multiples s'établirent d'abord comme pivots de pénétration française les localités de Détroit, Chicago, Saint-Louis, Prairie du Chien, Saint-Paul, et les régions agricoles de Kaskasia, Cahokia et Vincennes³.

L'archipel de Montréal donne aussi vers le sud sur un couloir géographique qui, s'il est moins imposant que les deux premiers quant à son ampleur, ouvrait néanmoins des perspectives capitales pour l'histoire du peuplement francophone en Amérique du Nord. Alors que les axes débouchant de Montréal vers l'ouest et le nord permettaient l'accès à des régions immenses sous influence amérindienne seulement et donc se prêtant facilement à une pénétration coloniale, il en allait bien autrement du corridor sud. Comprenant le lac Champlain, le lac George et le fleuve Hudson, cette voie naturelle menait au plus important établissement portuaire et militaire britannique du Nord-Est, New York, situé à moins de 500 kilomètres de l'avant-poste ouvert par Maisonneuve en 1642. Très tôt au XVII^e siècle, l'axe sud, contrairement aux deux premiers, sera associé à la lutte que vont se faire les deux puissances européennes dominant cette partie du continent et revêtra donc un caractère stratégique et militaire. Champlain, qui plus que tout autre contribua

à définir très tôt du côté français les impératifs géographiques du développement de la colonie canadienne, le comprit en organisant dès 1609 une expédition dans cette direction. Au cours de cette incursion, Champlain pénétra pour la première fois jusqu'à la pointe sud du lac qui porte son nom. Faisant face à un parti hostile, il y commanda contre des populations autochtones sa première intervention européenne armée à l'intérieur du continent. Dans ces conditions, la principale voie de pénétration géographique vers le sud deviendra très vite pour la colonie française une véritable barrière assortie à une frontière qui, pour floue et indéfinie qu'elle ait pu être par moments, représentait néanmoins une limite très claire à l'avancée du peuplement francophone.

MONTRÉAL, PIVOT GÉOGRAPHIQUE

Les axes d'avancée géographique, chacun à sa manière, devinrent au cours de l'histoire, à mesure que s'intensifièrent les échanges économiques entre le centre et la périphérie, des corridors propices aux interfaces culturelles⁴. Le réseau de type tentaculaire que développa la colonie française sur les plans démographique, politique et militaire, et qui bientôt compterait des territoires assez vastes pour contenir toute l'Europe occidentale, draina aussi vers l'archipel de Montréal et le reste de l'écoumène proprement francophone une masse de données et d'artefacts qui bouleversèrent les perceptions héritées de la métropole, notamment celles qui touchent la gestion et l'exploitation du territoire nord-américain, les modes de vie individuels et la culture matérielle. L'accumulation de ces nouvelles expériences provoqua en fin de compte, au sein des populations de souche coloniale, l'abandon d'une perception européenne de l'espace et de la société, au profit d'une nouvelle approche fondamentalement nord-américaine correspondant aux réalités d'une géographie, d'un climat et d'une échelle continentale face à laquelle l'emprise de l'humain, qu'il soit amérindien ou d'origine blanche, semblait assez limitée.

Les axes nord, ouest et sud charrièrent donc d'amont en aval, soit dans le sens de l'écoulement naturel des eaux, un renouveau culturel qui acheva de détacher les populations francophones de leurs liens avec l'Europe et créa peu à peu, tout au long du XVII^e siècle, les

conditions matérielles et sociales propices à l'apparition sur les rives du Saint-Laurent d'un enracinement véritable au continent d'Amérique. Plus tard, après la Conquête, lorsque se sera stabilisé le principal noyau démographique francophone de la vallée du Saint-Laurent, devenu territoire d'occupation à haute densité, ces mêmes trois couloirs continueront à jouer un rôle essentiel. Tout au cours du XIX^e siècle, les grands axes de pénétration continentale continueront à canaliser l'exode francophone hors de la zone de premier établissement et deviendront des courroies de transmission vers les zones inexploitées de l'Ouest américain, au-delà de la limite atteinte au plus fort du commerce de la fourrure. C'est ainsi que seront revitalisées le long du chemin emprunté par le mouvement de dispersion les principales localités relais et points de chute francophones, qui devaient mener les exilés aussi loin qu'en Californie, en Oregon, au Montana et dans les provinces canadiennes de l'Alberta et de la Saskatchewan⁵.

L'apparition du chemin de fer et l'industrialisation de la côte nord-est des États-Unis devaient, après la guerre de Sécession, bouleverser le schéma traditionnel de la mobilité géographique francophone. De même, l'arrivée à la fin du XIX^e siècle, depuis l'Europe, d'une immense vague migratoire contribua beaucoup à submerger et à noyer aux États-Unis les réseaux francophones plus anciens. Grâce à un mode de transport nettement mieux adapté à la mise en valeur du territoire plus morcelé de la Nouvelle-Angleterre, les francophones s'acheminèrent en grand nombre vers des villes manufacturières en quête de main-d'œuvre docile et inexpérimentée, et fondèrent en une ou deux générations des enclaves québécoises en plein cœur d'une région autrefois solidement rurale et anglo-protestante⁶. En accomplissant la migration la plus considérable de l'histoire québécoise, les Franco-Américains rompaient avec un passé fait de déplacements beaucoup plus longs sur un territoire à peine occupé et prenaient plutôt le parti de s'installer là où la République américaine comptait sa population la plus urbanisée et la plus avancée sur le plan technologique. À l'instar des diasporas préindustrielles, les ouvriers francophones de la Nouvelle-Angleterre allaient eux aussi faire sentir le poids de leur influence sur leurs compatriotes restés au Québec, peut-être d'une manière moins fondamentale parce que plus tardive,

mais certainement sur un mode plus direct, eu égard aux moyens de communication disponibles et à la proximité géographique⁷.

La grande dispersion franco-américaine de la fin du siècle dernier ne doit pas nous faire oublier que les principaux axes de pénétration continentale qui entourent la plaine de Montréal continuent encore à exercer sur le Québec une influence considérable et que les progrès accomplis dans le domaine des communications au cours de ce siècle n'annulent pas les impératifs de la géographie. Le corridor Montréal-New York tout particulièrement, sans doute parce qu'il nous relie d'un seul jet à une des grandes métropoles de l'Occident, n'a pas cessé, bien au contraire, de façonner à sa manière l'identité du Québec francophone et mérite pour cette raison une attention spéciale. Il s'agit d'abord, parmi toutes celles que possède la vallée du Saint-Laurent, de la voie de communication terrestre la plus accessible vers les États-Unis et comptant le moins d'obstacles géographiques. Parcouru en entier en moins de huit heures, ce corridor pourrait bien dans un avenir rapproché être occupé par une voie ferroviaire adaptée aux trains à grande vitesse. Le cas échéant, Montréal ne serait plus qu'à trois heures de la métropole américaine. Compte tenu des trajets encore plus courts effectués par l'avion et des progrès accomplis dans le domaine des communications, il n'est plus impossible, sans quitter Montréal plus de quelques fois par année, d'être tout à fait au courant des développements artistiques et culturels qui se produisent dans l'île de Manhattan⁸.

Au cours des deux premiers siècles de la présence européenne en Amérique du Nord, soit en gros de 1600 à 1850, le couloir formé par la vallée de l'Hudson et par le lac Champlain fut essentiellement, en raison des guerres coloniales, un axe propice aux incursions militaires et aux coups de main. Après avoir été traditionnellement pour les Amérindiens une artère essentielle à la circulation des biens et des personnes⁹, la rivière Richelieu au nord et le fleuve Hudson au sud firent office de porte d'entrée à l'une ou l'autre des forces en présence en vue de la mainmise sur la façade atlantique. Continuellement parcouru par des bandes venant du Canada et s'apparentant par leur méthode de combat aux guérilleros d'aujourd'hui, l'axe Montréal-New York fut, pour ce qui est des batailles rangées à

l'européenne, un des principaux théâtres de la guerre de Sept Ans. La zone stratégique située juste au sud du lac Champlain devint d'abord, avec la prise du fort William Henry en août 1757 et grâce à la victoire de Carillon le 8 juillet 1758, une zone d'influence française, pour redevenir anglaise exactement un an plus tard à la suite de la bataille de Ticonderoga. C'est de cette enclave que s'avança sur Montréal en 1760 l'assaut britannique qui devait avoir pour conséquence, à la toute fin de l'été, la capitulation de la ville. L'entrée du général Amherst à Montréal, à la tête de 17 000 soldats, allait signifier sur le plan militaire la fin du Régime français en Amérique du Nord, défaite qui serait confirmée trois ans plus tard sur le plan diplomatique par le traité de Paris. Indéfendable, fortifiée par une simple enceinte de pierre, Montréal avait cédé à la pression d'une armée britannique venue par voie de terre et dans des conditions beaucoup moins périlleuses que ne l'avait été l'année précédente l'attaque de Wolfe contre Québec.

Le changement de régime à Montréal en 1760 n'allait toutefois pas avoir pour conséquence l'abandon de l'axe Montréal-New York comme voie d'invasion privilégiée vers le Canada¹⁰. Au contraire, deux nouvelles tentatives majeures devaient avoir lieu en l'espace de cinquante ans pour assurer la maîtrise, par l'archipel de Montréal, de la vallée du Saint-Laurent et du Canada. Dans les deux cas, on décida d'emprunter vers le nord le corridor du lac Champlain. Basculées du côté des forces révolutionnaires américaines à la suite d'une révolte anticoloniale commencée en 1774 dans les ports de la Nouvelle-Angleterre, des armées marchèrent sur Montréal et occupèrent la ville en novembre 1775. Fort de ces premières victoires, leur commandant, le général Montgomery, monta ensuite par voie de terre à l'assaut de Québec. Tué au cours de l'assaut décisif du 31 décembre 1775 contre la citadelle, le chef de l'armée d'invasion américaine avait joué le tout pour le tout en une attaque frontale, conscient que ses soldats ne pourraient résister plus longtemps aux rigueurs de l'hiver canadien¹¹. L'avance militaire de Montgomery n'avait pas qu'un but strictement militaire. L'incursion américaine, d'abord antibritannique, avait aussi été tentée afin de convaincre les « Canadiens » d'origine française de rejoindre les rangs de la Révolution américaine et de se défaire du nouveau joug colonial qui leur avait été imposé quel-

ques années auparavant. L'aspect idéologique de l'avancée américaine fut amplement confirmé au printemps de 1776 par la venue à Montréal de nul autre que Benjamin Franklin, porteur d'un message de collaboration et de liberté politique que le Congrès américain avait déjà adressé aux francophones canadiens aussi tôt qu'en 1775. Parti de New York à la fin de mars 1776, Franklin n'arriva à Montréal que le 29 avril, après avoir essuyé sur les voies d'eau l'adversité du dégel printanier. L'hostilité du clergé catholique, l'indifférence de la population et surtout la position militaire désespérée de l'armée américaine dans l'île de Montréal devaient constituer des obstacles encore plus difficiles à surmonter, et le 11 mai Franklin repartait pour Philadelphie sans avoir pu rien accomplir. En juin, l'armée américaine quittait Montréal pour prendre le même chemin¹².

La première invasion américaine allait au moins avoir une conséquence durable. Elle fut responsable de l'établissement des premiers fermiers francophones dans ce qui deviendrait le secteur américain du lac Champlain, au sud du 45^e parallèle. La défaite de Montgomery et plus tard celle d'Arnold mirent en effet dans l'embarras les quelques Canadiens français qui avaient pris le parti du Congrès ou même servi sous le drapeau de la Révolution américaine. Certains de ces francophones enrôlés du côté antibritannique se virent, une fois la guerre terminée, concéder des terres à Rouses Point, juste au sud de la frontière actuelle¹³. L'incursion de 1776-1777 allait être suivie d'une nouvelle tentative à l'occasion du conflit anglo-américain de 1812, prouvant bien par là un des axiomes de l'histoire canadienne au XIX^e siècle, à savoir que la sécurité militaire des colonies britanniques en Amérique du Nord dépendait largement de l'humeur des relations anglo-américaines. Comme lors de la guerre de l'Indépendance, un demi-siècle plus tôt, les Américains furent assez prompts à comprendre en 1812 que le talon d'Achille du dispositif britannique demeurait la frontière canadienne, laquelle s'étendait sur plusieurs centaines de kilomètres sans posséder d'appui défensif réel. Après une campagne malheureuse dans la région des Grands Lacs à l'automne de 1812, les stratèges américains se tournèrent en 1813 vers Montréal et la vallée du Richelieu, et mirent en branle une armée d'invasion commandée par Hampton, laquelle devait emprunter le traditionnel axe de pénétration à partir de la vallée de l'Hudson. Cette avance fut stoppée

le 26 octobre 1813 à Châteauguay par Salaberry, malgré un rapport de forces nettement défavorable à son détachement composé surtout de voltigeurs canadiens. S'il faut en croire l'historien Pierre Berton, ce fut une bataille décisive, même si d'ampleur limitée, qui barra définitivement la route de Montréal aux armées américaines¹⁴. La prise de l'archipel de Montréal en 1813 aurait en effet presque certainement signifié la rupture du système défensif britannique sur le continent, et cela aurait pu entraîner, lors de la paix de Gand, qui devait survenir à la fin de l'année suivante, la cession de ces territoires aux États-Unis.

Il est impossible bien sûr d'écrire l'histoire à rebours et nul ne peut *a posteriori* dire ce qu'il serait advenu de la culture francophone en Amérique du Nord, en supposant une occupation à long terme de la vallée du Saint-Laurent par les forces militaires américaines et l'annexion de ce territoire à la république voisine. Si l'on peut en juger par les écrits de Benjamin Franklin lui-même, notamment un pamphlet publié à Londres au printemps de 1760 et intitulé *The Interests of Great Britain Considered with Regard to her Colonies and the Acquisition of Canada and Guadeloupe*, il n'y a aucun doute que les Américains auraient poursuivi au Canada à la fin du XVIII^e siècle une politique unificatrice et destinée à assurer tous les avantages possibles aux marchands, entrepreneurs et fermiers venus des États situés au sud du 45^e parallèle et favorables à l'option antiloyaliste. Cela aurait sans doute aussi signifié l'abrogation des clauses favorables aux catholiques et au droit civil français, que la couronne britannique avait inscrites dans l'Acte de Québec de 1774 et qui avaient tant soulevé l'ire des treize colonies. À vingt ans d'intervalle, en 1781, la volonté politique américaine se manifesta de nouveau par la bouche de Franklin quand celui-ci, négociant depuis le territoire français la fin de la guerre de l'Indépendance, se déclara prêt à accepter en réparation des dommages de guerre la cession du territoire canadien aux États-Unis :

Franklin was not talking at random, but had a specific point in view. Oswald in an earlier conversation had said that he thought it had been a policy of France to cede Canada to England at the peace of 1763, because « it had weakened the ties between England and her colonies » – in the controversy over the Quebec Act. Now Franklin, desiring to

sound out the British ministry on the subject of Canada and Nova Scotia, discretely made the bold proposal that they be ceded by England to the United States¹⁵.

UNE INVASION PACIFIQUE

La guerre de 1812 devait offrir le dernier chapitre de la longue histoire militaire de l'axe Montréal-New York. Après cette date, la frontière canado-américaine se stabilisa définitivement à la hauteur du 45^e parallèle, ligne qui marqua la limite méridionale dans cette région du continent de l'influence britannique directe. Il y eut bien encore la révolte de 1837-1838, qui se déroula en bonne partie juste au nord du territoire américain. Commodément, la frontière fournit alors un refuge aux rebelles une fois réprimé leur soulèvement armé, et dont profita Louis-Joseph Papineau qui se réfugia à Albany en décembre 1837¹⁶. De même, en 1866, une organisation irlandaise nationaliste, les Féniens, voulant faire payer à la Grande-Bretagne sa politique de répression en Irlande, « envahit » pendant quelques heures le Canada à la hauteur du lac Champlain, à partir du territoire américain. Essentiellement toutefois, les aventures militaires cessèrent après la paix de Gand et la limite entre les deux États fut fixée en 1842 par le traité Webster-Ashburton, qui garantit l'intégrité des frontières nationales. Un nouveau phénomène se dessinait néanmoins au milieu du XIX^e siècle quant à cet axe de pénétration, lequel verrait les considérations économiques passer au premier plan, aux dépens des préoccupations de stratégie géopolitique en voie de stabilisation. Une nouvelle invasion se préparait en effet, mais en sens inverse et sur un mode pacifique, qui provoquerait un transfert massif de la population canadienne, autant de langue française que de langue anglaise, vers les États limitrophes de la Nouvelle-Angleterre. Le moteur de ce déplacement fut une révolution industrielle basée sur le textile et qui, enclenchée dès 1820, nécessita très vite l'utilisation d'une main-d'œuvre sous-spécialisée, docile et disponible sur une vaste échelle.

Assez curieusement, autant la menace d'une invasion militaire du Canada par les Américains avait soulevé des craintes du côté britannique, justifiées dans les circonstances, autant le transfert démographique canadien-français vers le sud, par son ampleur et son

caractère imprévisible, alarma certaines couches de la population déjà installée en Nouvelle-Angleterre¹⁷. Une génération après la fin de la guerre de Sécession, tous les grands centres industriels du Nord-Est américain comptaient de fortes minorités catholiques francophones récemment établies, que rien à ce moment ne semblait orienter définitivement du côté d'une américanisation progressive¹⁸. Le corridor Montréal-New York, s'il ne reçut pas le gros de l'immigration franco-américaine, qui se dirigea plutôt en périphérie de Boston, subit néanmoins les contrecoups de la vague migratoire canadienne-française. Situées géographiquement en marge immédiate de Montréal, les localités du nord-ouest de l'État du Vermont et du nord-est de l'État de New York furent tout de même historiquement les premières à être touchées par le déferlement démographique francophone, d'autant plus que la région du lac Champlain était particulièrement propice à l'exploitation de l'énergie hydraulique à des fins industrielles. C'est ainsi qu'en 1850, à Burlington dans l'État du Vermont, à quarante kilomètres au sud de la frontière canadienne, fut fondée sous le vocable de saint Joseph la première paroisse nationale canadienne-française de toute la Nouvelle-Angleterre¹⁹. Signe avant-coureur d'un mouvement irrésistible d'institutionnalisation des aspirations sociales et culturelles des immigrants francophones, qui devait donner naissance entre 1865 et 1929, dans les six États du Nord-Est, à plusieurs centaines d'organisations paroissiales, la fondation de Saint-Joseph de Burlington lançait aussi au sein de la hiérarchie catholique américaine un long débat. Quelle mesure d'autonomie fallait-il en effet consentir aux Canadiens français qui, laissés à eux-mêmes, seraient peut-être tentés d'exporter sur le sol des États-Unis le modèle paroissial québécois?

Un des plus ardents défenseurs des besoins spirituels et culturels des Franco-Américains fut le premier évêque de Burlington, intronisé en 1853 et d'origine française, Mgr Louis-Joseph de Goës Briand. En 1869, le prélat faisait paraître dans le journal francophone de St. Albans au Vermont, *Le Protecteur canadien*, un long exposé en faveur de l'érection de paroisses canadiennes-françaises séparées aux États-Unis, seul rempart, pensait-il, à l'apostasie des catholiques francophones et à leur assimilation totale dans le creuset anglo-protestant²⁰. L'argument de Goës Briand, repris tout au long de la grande période

migratoire, soit de la fin du XIX^e siècle jusqu'à la crise sentinelliste des années 1920, allait immédiatement être porté plus à l'est, vers le cœur de la Nouvelle-Angleterre²¹. Moins peuplé initialement, l'axe traditionnel du lac Champlain reçut tout de même, toutes proportions gardées, un flux migratoire francophone considérable. En 1890, d'après l'étude du père Édouard Hamon, lui aussi défenseur acharné du réseau des paroisses nationales aux États-Unis, le diocèse de Burlington, qui comptait tout l'État du Vermont, abritait une population francophone de 32 200 âmes, soit presque 70% des catholiques répertoriés. Le diocèse d'Ogdensburg, regroupant les populations du versant nord-ouest du couloir de pénétration et situé entièrement dans l'État de New York, était constitué quant à lui d'une population catholique à 65% d'origine québécoise, desservie par 34 paroisses nationales ou missions à majorité francophone. Plus au sud, dans le diocèse d'Albany, les centres industriels de Troy et Cohoes rassemblaient à eux seuls plus de 10 000 immigrants franco-américains, surtout des ouvriers du textile²². Après 1865, pas une seule localité de cette région enclavée n'était restée à l'abri de l'assaut migratoire canadien-français, comme le montre d'ailleurs la biographie de Louis Riel qui, en 1874, fuyant Montréal et les signes insistants d'un dérèglement mental, se réfugia dans un presbytère franco-américain à Keeseville dans l'État de New York, sur les rives du lac Champlain²³.

L'afflux vers le sud des immigrants canadiens-français ne devait toutefois pas s'arrêter à mi-chemin du couloir. Attirés par la prospérité américaine et les possibilités d'avancement social qu'elle offrait, certains expatriés firent le trajet jusqu'au bout de l'axe de pénétration, soit jusqu'à l'embouchure du fleuve Hudson, où s'élevait la ville la plus dynamique des États-Unis sur le plan économique: New York. Il y a sans doute quelque chose de troublant à constater que malgré son ampleur démographique, malgré le côté excessif de ses clivages sociaux, New York ne fit pas exception parmi les centres urbains du Nord-Est américain et accueillit elle aussi une fraction de l'apport démographique canadien-français. Certes, les exilés francophones comptèrent pour bien peu dans la ville en chiffres absolus. Arrivés par le nord, ils s'installèrent à contre-courant d'une vague migratoire est-et sud-européenne qui pénétrait en un flux constant et massif dans le port, par les installations d'Ellis Island. Infime minorité dans la ville,

les immigrants du Québec se comportèrent tout de même à New York comme leurs compatriotes établis au même moment à Lowell, à Woonsocket ou à Lewiston : ils tentèrent d'ériger une infrastructure paroissiale et culturelle autonome, capable de les soustraire à l'influence jugée corrosive et assimilatrice du catholicisme américain d'inspiration irlandaise. Cette course vers la complétude institutionnelle, selon l'expression du sociologue Raymond Breton²⁴, emprunta à New York comme ailleurs au sein de la diaspora franco-américaine la route périlleuse de l'éducation religieuse privée et bilingue et de la naturalisation, en respectant à peu près la même chronologie qu'en Nouvelle-Angleterre.

La présence canadienne-française, à l'extrémité sud du corridor Montréal-New York, remontait en fait à près de deux siècles, soit dès que s'affermait dans la métropole en puissance le projet de tirer profit des ressources de l'intérieur du continent :

Gabriel Franchère, un Montréalais, offrit ses services à la compagnie de fourrures du Pacifique qui venait de se former à New York par John Jacobs [*sic*] Astor. Il obtint la situation de commis aux écritures et quitta Montréal en compagnie de plusieurs de ses compatriotes et vinrent [*sic*] s'installer à New York en juillet 1810²⁵.

Version tardive du coureur des bois de la période française, Franchère consacra plusieurs années à explorer pour ses employeurs la vallée du fleuve Columbia, porte d'entrée naturelle d'une région alors exposée aux ambitions politiques américaines comme britanniques et que l'on désignait au Québec sous le nom de « territoire de l'Orégon ». Le récit de ses tribulations parut d'ailleurs à Montréal en 1820 sous le titre de *Relation d'un voyage à la côte du Nord-Ouest de l'Amérique septentrionale, dans les années 1810, 11, 12, 13, et 14*. La biographie de Franchère devrait suffire par elle-même à étayer l'hypothèse d'une continentalisation de la culture canadienne-française dès la fin du XVIII^e siècle, phénomène qui s'accéléra en 1803, après la cession par la France aux États-Unis du territoire de la Louisiane, soit essentiellement le bassin de drainage du fleuve Mississippi. Revenu à New York pour y finir ses jours, l'explorateur devait y fonder en 1850 une des premières sociétés Saint-Jean-Baptiste à voir le jour aux États-Unis.

En 1882, à New York, était célébrée la première messe dite au nom d'une « congrégation canadienne-française ». L'événement s'avéra précurseur d'une fondation paroissiale définitive en 1884, ce qui correspond en gros au schéma historique des établissements religieux de la diaspora canadienne-française dans les États de la Nouvelle-Angleterre proprement dite. Le premier lieu de culte de cette communauté immigrée depuis le nord s'élevait à Manhattan au coin de la 76^e Rue et de l'avenue Lexington, dans un quartier qui allait progressivement devenir le centre d'attraction géographique des francophones d'origine québécoise dans la métropole américaine. Rapidement se greffèrent à l'église les établissements typiques de la diaspora. Comme leurs compatriotes de Manchester au New Hampshire ou de New Bedford au Massachusetts, les New-Yorkais franco-américains eurent leur école paroissiale bilingue, fondée en 1886 et dirigée après 1892 par les frères maristes français²⁶. Suivirent bientôt une académie Villa-Maria pour filles, placée sous l'autorité des sœurs de la Congrégation et filiale du couvent Villa-Maria de Montréal, et une académie Sainte-Anne pour garçons. D'après Jules Jehin de Prume, l'école primaire et l'école secondaire pour garçons comptaient respectivement 1 000 et 500 élèves en 1920²⁷. En 1887, les sœurs hospitalières de la Miséricorde, ordre fondé à Montréal en 1845 par Mgr Bourget, vinrent prendre en charge à New York, sur l'invitation du diocèse, la direction de l'hôpital catholique Misericordia. L'année suivante, les Franco-Américains de la ville bénéficièrent de leur propre journal de langue française, *La Feuille d'érable*²⁸.

Le développement institutionnel canadien-français à New York culmine toutefois en 1913 avec l'inauguration de la nouvelle église Saint-Jean-Baptiste, érigée sur le même emplacement que la première. L'édifice, déjà fréquenté en majorité à ce moment par des catholiques d'origine irlandaise, rivalise avec les plus somptueux lieux de culte élevés en Nouvelle-Angleterre par les expatriés francophones :

Ce monument est construit en pierres de l'Indiana et en forme de croix latine, avec une coupole de 58 mètres de hauteur et 14 mètres de diamètre. Deux tours semblables de 50 mètres de haut s'élèvent sur la façade des deux côtés de l'entrée principale²⁹.

Vers 1919, au moment où Jehin de Prume écrit son ouvrage descriptif, 20 000 Canadiens français habitent New York, soit presque

le double du chiffre de 12 000 cité par le père Hamon en 1891³⁰. Cette population se concentre surtout à Manhattan dans le quartier Yorkville, où se trouve la paroisse nationale, soit un quadrilatère mieux connu aujourd'hui sous le nom d'Upper East Side et délimité au nord par la 100^e Rue, au sud par la 72^e, à l'ouest par Central Park et à l'est par l'East River. Comme l'indique bien ce type de répartition résidentielle, au cœur d'un quartier relativement aisé, on peut penser que certains parmi les francophones d'origine québécoise à New York appartenaient plutôt, comme ceux de Cambridge en banlieue de Boston, aux couches moyennes de la société et qu'ils étaient surtout dans le commerce et les affaires ou exerçaient des professions libérales. Contrairement aux populations franco-américaines du Massachusetts, du Rhode Island ou du Maine, avant tout liées à l'industrie manufacturière, les New-Yorkais de la paroisse Saint-Jean-Baptiste côtoyaient une société cosmopolite, diversifiée sur le plan des idées et où circulaient abondamment de francophones d'origine européenne. Jehin de Prume d'ailleurs, et cela est tout à fait significatif de l'état d'esprit de cette communauté, avait voulu par son livre publié à Montréal alerter le gouvernement du Québec quant à l'existence d'un noyau canadien-français dans la ville de New York et avait réclamé l'ouverture d'une mission diplomatique québécoise à Manhattan. Ce geste, posé finalement en 1940 par Adélarde Godbout, vint sans doute trop tard pour arracher à un processus d'assimilation irréversible la population new-yorkaise d'origine québécoise établie depuis la fin du siècle précédent³¹.

L'INSOLENTÉ SÉDUCTION DE LA CULTURE

La grande dépression économique des années 1930 vint définitivement mettre fin à la mouvance canadienne-française vers les États-Unis, dont le bilan s'élevait après presque un siècle à environ un million de personnes. Se tarissait ainsi la source démographique qui avait sans cesse revitalisé les enclaves francophones des principaux centres manufacturiers du Nord-Est américain. Après un intermède de quelques années, occasionné par la chute de l'activité économique puis par un nouveau conflit mondial, le couloir géographique nord-sud se remit toutefois à témoigner d'une vitalité inédite, résultant non plus de considérations d'ordre stratégique et militaire ni engendrée

par des inégalités économiques régionales, mais plutôt surgie d'une volonté d'échange et d'enrichissement culturel. Ce nouveau rayonnement paraissait cependant orienté en sens inverse de celui de la période précédente, soit du sud au nord, de la métropole américaine vers la métropole québécoise, et avait comme moteur l'important renouvellement intellectuel et artistique américain de l'après-guerre. Comme tous les mouvements de résurgence nés au sud du 45^e parallèle, le ferment de la contre-culture des années 1950 ne pouvait manquer de se déverser vers les immensités glacées du Nord. Ce déferlement allait être nettement favorisé au Québec par le fait qu'une partie des élites intellectuelles et économiques francophones tentait au même moment de rompre les amarres avec une certaine tradition ruraliste et catholique intégriste. La saillie la plus remarquée en ce sens au cours des années 1950 fut sans doute celle d'un petit groupe d'artistes réunis autour de Paul-Émile Borduas, à l'occasion de la publication d'un manifeste intitulé *Refus global*³², et dont les idées maîtresses ne sont pas sans rappeler celles du peintre américain Jackson Pollock ou de l'écrivain Jack Kerouac, apôtre de « l'écriture spontanée ».

La Révolution tranquille des années 1960 peut se lire aussi en parallèle du mouvement de libération civique des Noirs américains et de toute une contre-culture née aux États-Unis dès la guerre de Corée en réaction à l'embrigadement des valeurs culturelles et sociales, et ce dans le but de servir un patriotisme jugé étouffant et impérialiste. Le sursaut de modernité et le renouveau culturel québécois ne paraissent certes pas identifiables directement à leurs équivalents du Sud, tant les conditions historiques diffèrent de part et d'autre de la frontière. Ils donnent néanmoins à penser, par une certaine contemporanéité d'action, que les changements qui secouèrent le Québec ne se firent pas en vase clos sur le vaste continent nord-américain. Dans l'après-guerre, les médias de masse anglo-américains, les biens de consommation de l'*American way of life* et les images propres à la contre-culture antimilitariste et antiétatique se firent sans cesse pressants au Québec et finirent par rejoindre sous des formes particulières un certain public lassé des poncifs moraux et religieux proposés jusque-là comme principal axe de développement et d'affirmation de la société franco-québécoise. Chez beaucoup d'esprits qu'animait l'élan premier de la Révolution tranquille, les

États-Unis apparurent comme un point d'appui majeur dans leur volonté de rompre avec un passé clérical, sans devoir effectuer le long détour d'une réinsertion problématique dans l'univers culturel franco-européen, considéré comme hautement hiérarchisé, réfractaire à une créativité débridée ou encore parfois plus normatif que le Québec traditionnel auquel on cherchait à tourner le dos. Ce choix de la nord-américanité marqua fortement le mouvement Parti pris, autant dans la facture et le contenu de la revue elle-même que dans le choix des œuvres que devait publier la maison d'édition du même nom. Il toucha aussi profondément l'école littéraire joualissante de Montréal et surtout la revue *Mainmise*, dont le premier numéro, écrit et conçu presque entièrement sous le signe de la contre-révolution californienne, parut en 1970.

Le fait déterminant de l'après-guerre toutefois, qui explique sans doute pour une bonne part le basculement du jeune public québécois de l'époque du côté des productions de masse états-uniennes, demeure l'irruption sur le devant de la scène culturelle occidentale, comme capitale incontestée de la modernité et de la créativité artistique, du milieu new-yorkais. Seule parmi les grandes métropoles, New York émergeait intacte de six ans de guerre, à la tête d'une économie largement stimulée par la reconstruction européenne et le plan Marshall ; elle constituait surtout le refuge universel d'une élite artistique et intellectuelle ayant dû fuir le Vieux Continent sous la pression des idéologies fascistes. À plusieurs points de vue, non seulement New York allait dominer les cercles créateurs américains eux-mêmes, tels qu'ils apparurent et se renouvelèrent au cours de l'après-guerre, mais elle sut imposer son rythme à l'échelle mondiale. Ce tournant se manifesta très vite dans la sphère littéraire avec la montée des *beats*, qui firent de la métropole un des deux pôles de leur activité et le point de chute obligé de leurs pérégrinations à travers le continent, l'autre étant San Francisco et la Californie. Jack Kerouac, par exemple, pourtant natif de Lowell et enraciné profondément dans l'univers ouvrier franco-américain de la Nouvelle-Angleterre, vécut l'ensemble de ses années productives et créatrices comme résident alternativement de New York et de San Francisco, et ce dès qu'il s'inscrivit à l'Université Columbia en 1940. Dans une série d'épisodes parfois transcendants, parfois déments, Kerouac devait par sa vie et par son

œuvre rendre compte à sa manière du pouvoir d'attraction de la métropole américaine, à travers un mode d'expression littéraire défiant toutes les orthodoxies et toutes les écoles de pensée, où comptait avant tout la description fidèle et détaillée d'un vécu profondément américain, ressenti à son niveau le plus humble et quotidien. Dans un passage devenu célèbre de *On the Road*, Kerouac proposait une vision nouvelle du continent, vu à partir des quais new-yorkais du fleuve Hudson et dont le kilomètre zéro se situait dans Greenwich Village, à Manhattan :

So in America when the sun goes down and I sit on the old broken-down river pier watching the long, long skies over New Jersey and sense all that raw land that rolls in one unbelievable huge bulge over the West coast, and all that road going, all the people dreaming in the impossibility of it³³.

Il y a plus toutefois aujourd'hui, dans le rapport New York-Montréal, qu'une profonde osmose culturelle qui procéderait exclusivement du sud au nord, en ce qui est parfois perçu comme un subtil mais très réel processus d'empiètement et de sape. Parce que la culture francophone du Québec s'enracine tout au long de son parcours historique dans une découverte et plus tard dans une actualisation de la nord-américanité, comme horizon géographique d'abord et comme facteur d'architecture sociale ensuite, le lien entre les deux métropoles voisines s'articule en une commune prégnance face aux possibilités qu'offre le continent³⁴. Toutes deux portes d'entrée traditionnelles sur la façade atlantique, points d'appui de vastes empires coloniaux et, au XIX^e siècle, terminus maritimes d'une vaste migration européenne, Montréal et New York offrent comme peu d'autres villes en Amérique le lieu privilégié d'une interface productive entre l'Ancien et le Nouveau Monde. Ce rapport s'articule toutefois selon les conditions dictées par une créativité nord-américaine, soit un intense métissage culturel mené hors des lourdes contraintes historiques de la culture européenne et de ses limites institutionnelles. L'Amérique en ce sens apparaît comme une sorte de banc d'essai, comme un espace non franchi et non exploré, comme une histoire disloquée et où allaient s'engouffrer des peuples opprimés à des degrés divers³⁵. Dans les replis et les crevasses du continent, dispersées sur une trame géographique immense où se dissout très rapidement la prétention humaine de régulariser la nature,

les cultures nouvellement immigrées purent dégager cette marge de manœuvre vitale qui leur avait été niée jusque-là et tenter pour la première fois de « produire » une société, de nouvelles significations culturelles et des parlers inédits. New York, tout comme Montréal, reflète cette centralité de l'expérience migratoire au sein de l'identité nord-américaine, d'abord fruit du déchirement et de la rupture, puis, sur la base de matériaux culturels « libérés », objet d'une combinatoire inimaginable dans aucun autre contexte. Nulle ville en Amérique du Nord ne reçut autant d'immigrants que New York et nulle autre ne fut plus profondément marquée par l'expérience du déracinement, au point qu'elle est devenue à la fin du siècle dernier littéralement un havre universel, un point de mire pour l'ensemble des couches sociales opprimées de l'Europe du Sud et de l'Est.

New York incarne donc à un degré extrême cette réalité nord-américaine métissée et traversée de mouvances et d'immigration que les francophones du Québec se doivent d'explorer, de mieux connaître et comprendre. D'abord parce que la culture de langue française en Amérique participe pleinement à l'échelle continentale de ce type de société et qu'elle en est même une des manifestations les plus hâtives et les plus originales. Comment imaginer le Québec francophone d'aujourd'hui sans l'apport de ses multiples filiations et ramifications dans l'ensemble de l'espace américain, sans l'étendue de sa diaspora dont le flux et le reflux ne sont pas près de se tarir? Comment concevoir aussi le Québec de demain, et surtout l'identité culturelle de sa métropole, sans avoir égard à la masse des immigrants qui chaque année pénètre sur notre territoire, s'y installe et aspire à prendre part au développement économique et social? L'immigration, surtout tiers-mondiste, est devenue un enjeu majeur de notre société, et ce au moment même où pour la première fois de son histoire la population de souche française a décidé politiquement de se définir comme communauté d'accueil³⁶. En ce sens, Montréal procèdera de plus en plus du même type d'immigration et de devenir culturel que New York, avec sans doute les excès, les innovations et les fièvres de créativité que connaît périodiquement la métropole américaine.

Un dernier élément mérite aussi d'être souligné puisqu'il ne manquera sans doute pas d'influer considérablement sur la forme que

prendront dans le futur le contenu et la direction des échanges entre les deux métropoles. Il est bien connu que 75 % du commerce international québécois prend la direction des États-Unis, surtout sous forme d'exportation d'énergie hydro-électrique, de matières premières et de produits manufacturés semi-finis. Or New York, vers laquelle se dirige une bonne part de ces échanges, offre aussi sur le plan culturel un marché considérable, le plus important et le plus dense de toute la République américaine. Peu de créateurs de ce côté-ci de la frontière savent toutefois que New York constitue une réalité culturelle tout à fait particulière à l'échelle des États-Unis et que la ville renferme, sans pourtant posséder de population de langue maternelle française importante, un public très francophile. Le français demeure partout à New York, au sein des élites intellectuelles et artistiques, la langue étrangère la plus prestigieuse et la plus utilisée, fait qui remonte à la période de l'entre-deux-guerres et à la fascination qu'avait alors exercée sur la sensibilité littéraire américaine le milieu parisien. À Manhattan même, le livre et le cinéma de langue française restent largement accessibles, de même que périodiquement les manifestations culturelles à plus grand déploiement venues d'Europe. Ce fait devrait se répercuter sur la profondeur de la pénétration des produits culturels québécois à New York ou, puisque tout est à faire encore dans ce domaine, sur leur potentiel de diffusion réelle. La francophilie new-yorkaise a aussi une influence sur l'interprétation que donnent les grands médias de la ville de la situation politique, artistique ou économique à Montréal et au Québec. Le *New York Times*³⁷, par exemple, ne manque pas de souligner le passage à Manhattan ou à Brooklyn des troupes et artistes québécois, comme il le fit l'an dernier, à l'occasion du Next Wave Festival de la Brooklyn Academy of Music, au sujet de la prestation d'avant-garde de certaines troupes de danse montréalaises :

Toronto itself has yielded to Montreal the distinction of being « where the action is ». As Canada's largest, richest city, it continues to play host to a greater number of performers, but the creative edge cuts deeper in Montreal³⁸.

Le quotidien présente par ailleurs, de toute la presse américaine, l'analyse la plus fine et la plus éclairée des développements politiques

concernant les relations entre les gouvernements fédéral canadien et provincial québécois, rédigée souvent dans les mêmes termes qu'on utilise au Québec :

For three years, since the Meech Lake pact was reached at a lakeside retreat north of Ottawa, the country has been wracked with dissension over a provision that would insert a clause in the Canadian Constitution declaring Quebec to be a *société distincte*³⁹.

Pour la première fois peut-être, la culture québécoise francophone possède un pouvoir d'attraction particulier à New York, renversant en partie le sens habituel depuis la guerre des échanges culturels au sein du corridor de pénétration nord-sud. Cela se reflète par exemple dans le fait que le gouvernement du Québec, depuis plusieurs années, met à la disposition des artistes québécois un studio situé dans le quartier Soho⁴⁰ et que nombre de créateurs francophones y séjournent de manière plus ou moins permanente, comme en fait foi le film *New York doré* produit par Suzanne Guy à l'Office national du film. Porte d'entrée de la culture hexagonale aux États-Unis, New York pourrait bien devenir dans les années qui viennent le critère à partir duquel on jugera de la viabilité, comme produits d'exportation, des créations artistiques québécoises. Paradoxalement, cet effort de diffusion risque d'être largement favorisé par le fait que, tout en conservant une originalité linguistique et historique indéniable, la culture montréalaise se rapproche à vive allure de formes d'expression urbaines typiquement new-yorkaises. Tout le quartier entourant la portion du boulevard Saint-Laurent comprise entre la rue Sherbrooke et l'avenue Van Horne subit présentement un processus de transformation culturelle et immobilière qui en fait une sorte de Soho montréalais. Ancienne zone industrielle, quartier cosmopolite depuis près d'un siècle, lieu traditionnel de métissage des cultures immigrantes, cette enclave qui regorge d'espaces à bon marché et d'édifices se prêtant à un renouvellement des fonctions joue au sein de la ville le même rôle que Soho à New York et recèle le même potentiel d'enchevêtrement des activités commerciales et artistiques si propice à la naissance de nouveaux courants culturels. Peut-être faut-il y voir une métaphore du lien de plus en plus intime qui se tisse entre les deux métropoles voisines, à une époque où le développement des

moyens technologiques a réduit à peu de chose la distance physique et les barrières politiques qui faisaient encore obstacle, il n'y a pas si longtemps, aux échanges le long du corridor nord-sud.

Notes

1. Benoît Brouillette, *La pénétration du continent américain par les Canadiens français, 1763-1846: traitants, explorateurs, missionnaires*, Montréal, Granger Frères, 1939, 242 p. (2^e édition: Montréal, Fides, 1979). Voir aussi: Jacques-Donat Casanova, *Une Amérique française*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1976, 160 p.; *Atlas historique du Canada*, vol. 1, Montréal, Université de Montréal, 1987, planches 36-41.
2. Christian Morissonneau, *La terre promise: le mythe du Nord québécois*, Montréal, Hurtubise HMH, 1978, 212 p.
3. D. Aidan McQuillan, « Les communautés canadiennes-françaises du Midwest américain au dix-neuvième siècle », dans Dean R. Louder et Eric Waddell (dir.), *Du continent perdu à l'archipel retrouvé: le Québec et l'Amérique française*, Québec, PUL, 1983, p. 97-115. Pour des ouvrages contemporains de la période d'immigration elle-même, voir: Denis-Michel-Aristide Magnan, *Histoire de la race française aux États-Unis*, Paris, Charles Amat, 1913, 386 p.; Elzéar Paquin, *La colonie canadienne-française de Chicago*, Chicago, Stromberg, Allen et Cie, 1893, 91 p.
4. Denys Delâge, *Le pays renversé: Amérindiens et Européens en Amérique du Nord-Est, 1600-1664*, Montréal, Boréal Express, 1985, 416 p.
5. Christian Morissonneau, « Le peuple dit ingouvernable du pays sans bornes: mobilité et identité québécoise », dans Dean R. Louder et Eric Waddell (dir.), *op. cit.*, p. 11-23.
6. François Weil, *Les Franco-Américains, 1860-1980*, Paris, Belin, 1989, 251 p. Voir aussi: Yves Roby, *Les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, 1776-1930*, Sillery, Éditions du Septentrion, 1990, 434 p.
7. Téléphore Saint-Pierre, « Les Canadiens aux États-Unis: ce qu'on perd à émigrer », dans Maurice Poteet (dir.), *Textes de l'exode: recueil de textes sur l'émigration des Québécois aux États-Unis (XIX^e et XX^e siècles)*, Montréal, Guérin littérature, 1987, p. 45-60.
8. On peut ainsi le même jour acheter et payer par téléphone des billets pour l'une des grandes productions artistiques new-yorkaises et se rendre dans cette ville en soirée pour assister à la représentation.
9. La rivière Richelieu, qui est le prolongement en territoire québécois de l'axe Montréal-New York et la voie de déverse nord du lac Champlain, fut d'abord désignée par les habitants de la vallée sous le nom de « rivière aux Iroquois ». C'est souvent par cette voie en effet que les guerriers iroquois alliés aux Britanniques pénétraient dans la colonie française.
10. *Atlas historique du Canada*, vol. 1, planches 42 et 44; *The National Atlas of the United States of America*, Washington, U.S. Department of the Interior, 1970, p. 142-143.

11. Le corps de Montgomery fut inhumé en 1818 à la chapelle Saint-Paul, dans Manhattan, à deux pas de Wall Street. Une inscription sur la pierre rappelle d'ailleurs au passant les circonstances tragiques de sa mort à Québec.
12. Carl Van Doren, *Benjamin Franklin*, New York, Viking Press, 1938, chapitre 17. Voir aussi : John Kellerman Snyder, *Franklin and Canada*, thèse de maîtrise, Université McGill, 1932, 290 p.
13. Robert Rumilly, *Histoire des Franco-Américains*, Montréal, USJBA, 1958, chapitre 1.
14. Pierre Berton, *Flames across the Border, 1813-1814*, Toronto, McClelland and Stewart, 1981, chapitre 6.
15. Carl Van Doren, *op. cit.*, p. 670.
16. Robert Rumilly, *Papineau et son temps*, vol. I, Montréal, Fides, 1977, chapitre 56.
17. Voir les articles parus dans le *New York Times*: « The French Canadians », 5 juillet 1889, p. 4, et « The French Canadians in New England », 6 juin 1892, p. 4. Pour une étude de la réaction anglo-protestante à l'exode canadien-français, voir : Pierre Anctil, « Chinese of the Eastern States, 1881 », *Recherches sociographiques*, 22, 1 (janvier-avril 1981), p. 125-131 ; Id., « L'identité de l'immigrant québécois en Nouvelle-Angleterre. Le rapport Wright de 1882 », *Recherches sociographiques*, 22, 3 (septembre-décembre 1981), p. 331-360.
18. Pour une estimation du courant démographique francophone vers la Nouvelle-Angleterre, voir : Yolande Lavoie, *L'émigration des Québécois aux États-Unis de 1840 à 1930*, Québec, Conseil de la langue française, 1981, 68 p.
19. Édouard Hamon, *Les Canadiens-Français [sic] de la Nouvelle-Angleterre*, Québec, N.S. Hardy, 1891, p. 183-192. Voir aussi : Élie-J. Audet, *Histoire de la congrégation canadienne de Winooski, au Vermont*, Montréal, Imprimerie des sourds-muets, 1906, 172 p.
20. Mgr Louis-Joseph de Goësbriand, « Les Canadiens des États-Unis », *Le Protecteur canadien*, 13 mai 1869, p. 4-13.
21. Ralph Dominic Vicero, *The Immigration of French Canadians to New England, 1840-1900: A Geographical Analysis*, thèse de doctorat, University of Wisconsin, 1968, 449 p.
22. Édouard Hamon, *op. cit.*, p. 179-225, 451-452.
23. Pierre Anctil, « L'exil américain de Louis Riel, 1874-1884 », *Recherches amérindiennes au Québec*, XI, 3 (1981), p. 239-249.
24. Raymond Breton, « Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants », *American Journal of Sociology*, LXX, 2 (septembre 1964), p. 193-205.
25. Jules Jehin de Prume, *Les Canadiens français à New York. Historique de la colonie canadienne-française et de la société Saint-Jean-Baptiste de bienfaisance de New York*, Montréal, A.P. Pigeon, 1920, p. 4.
26. Cette même congrégation mariste française avait fondé dès 1869 à Lowell, au Massachusetts, la paroisse Saint-Joseph, une des premières de langue française dans cet État. C'est ce modèle, dont le succès fut indéniable à Lowell, que les oblats exportèrent à Manhattan.
27. Jules Jehin de Prume, *op. cit.*, p. 16-19.
28. Alexandre Bélisle, *Histoire de la presse franco-américaine et des Canadiens-Français [sic] aux États-Unis*,

- Worcester (Mass.), *L'Opinion publique*, 1911, 450 p.
29. Jules Jehin de Prume, *op. cit.*, p. 51.
 30. Édouard Hamon, *op. cit.*, p. 451. Hamon précise que 8000 Canadiens français résident à Manhattan et 4000 à Brooklyn en 1880.
 31. La première mission diplomatique québécoise fut celle de New York, à laquelle on donna d'abord les statuts d'une agence commerciale. Ce n'est qu'en 1963 que le poste de New York fut élevé au rang de délégation générale. Voir: *Un coin du Québec entre deux grates-ciel*, Québec, Ministère des Affaires internationales, 1990, 16 p.
 32. Paul-Émile Borduas, *Refus global*, Montréal, Mithra-Mythe, 1948.
 33. Jack Kerouac, *On the Road*, New York, Signet Books, 1975 [1957], p. 253.
 34. Pierre Anctil, « Avant la parole et le geste. Antécédents et prémices de la culture politique au Québec », *Vice versa*, 17 (janvier 1987), p. 6-7.
 35. Au cours de son passage à Montréal le 28 octobre 1990, Saul Bellow, écrivain juif américain né à Lachine, expliquait que l'expérience de l'antisémitisme européen et de l'holocauste ne lui avait pas laissé une impression traumatisante. Dans ce continent américain, a-t-il alors souligné, nous sommes tous des immigrants, et en ce sens un Juif ne peut être plus vulnérable que quiconque. L'absence de racines confère à chacun le sens de la fragilité et de l'égalité relative des cultures transplantées.
 36. Voir à ce sujet la nouvelle politique d'intégration des immigrants et des communautés culturelles proposée en décembre 1990 par le gouvernement Bourassa: *Au Québec pour bâtir ensemble*, Montréal, Ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, 1990, 88 p.
 37. Le *New York Times* demeure, et de loin, le quotidien étranger le plus vendu à Montréal, devançant à ce titre et par une marge considérable tous ses équivalents européens de langue française ou anglaise.
 38. William Littler, « Canada's Dance Packs its Cultural Luggage », *The New York Times*, 9 septembre 1990, section 2, p. 21.
 39. John F. Burns, « Canada Accord on Quebec Issue May Fall Apart », *The New York Times*, 30 juin 1990, p. 1 et 16.
 40. Soho (South of Houston) comprend tout le quartier autrefois à vocation manufacturière situé au sud de la rue Houston, à la pointe de Manhattan.